

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-somptueux-programmes-d-aide-de-l-UE-sont-termines-et-le-Pacte-Vert-est-la-premiere-victime>

Les somptueux programmes d'aide de l'UE sont « terminés » et le « Pacte Vert » est la première victime

- Empire et Résistance - Union Européenne -
Date de mise en ligne : dimanche 16 juillet 2023

Description :

Les somptueux programmes d'aide de l'UE sont « terminés » et le « Pacte Vert » est la première victime. Les États de l'UE doivent faire un apport de 66 milliards d'euros, au budget de l'UE, ne serait-ce que pour passer 2023 (...) Alastair Crooke

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Comme l'a clairement indiqué Mme Von der Leyen, les États membres de l'UE doivent apporter des contributions supplémentaires, pour un total de 66 milliards d'euros, au budget de l'UE, ne serait-ce que pour passer le cap de l'année 2023.

Le « [Pacte Vert](#) » de l'UE devait coûter 620 milliards d'euros. Tout avait été convenu. Cependant, comme le rapporte [Eurointelligence](#), l'accord n'est presque plus financé, en raison de l'aide « somptueuse » accordée à l'Ukraine. La Commission ne dispose que de 82,5 milliards d'euros. Des cacahuètes ! L'agenda vert est donc sur le point de disparaître de la scène politique.

La semaine dernière, le président Macron (reflétant les réalités économiques) a commencé à faire marche arrière sur les mesures vertes : L'Europe, a-t-il dit, « *est allée assez loin* ». Cette semaine, le Parti populaire européen aurait envisagé de retirer son soutien au « Pacte Vert » de la Commission européenne, qui comprend, par exemple, un objectif européen d'élimination des émissions nettes de carbone d'ici à 2050.

Pourtant, pas plus tard qu'en 2020, l'UE s'est mise d'accord sur un budget septennal de 1,1 trillion d'euros. Deux ans plus tard, cette somme a déjà été allouée avec cinq d'avance. « Deux ans seulement après le budget septennal, Bruxelles est à court d'argent », [a souligné](#) le Premier ministre Viktor Orbán : « *Comment cela est-il possible ? Qu'est-il arrivé à l'économie ? Où est l'argent ?* »

Il semble que la Commission ait déjà dépensé tous les fonds de réserve alloués pour le budget septennal de l'UE (un montant total de 30 milliards d'euros de réserves) qui devait durer jusqu'en 2027. Cela signifie que les ministres des finances de l'UE devront apporter de nouvelles contributions au budget communautaire, a déclaré la présidente de la Commission, Mme Von der Leyen.

Où est passé l'argent ? (Orbán connaît bien sûr la réponse) : « Tant que cette guerre [l'Ukraine] fait rage, nous avons prélevé sur le budget de l'UE les 30 milliards d'euros [c'est-à-dire toute la réserve] pour soutenir financièrement l'Ukraine... Ces [réserves] sont maintenant épuisées ».

Aujourd'hui, comme l'a clairement indiqué Mme Von der Leyen, les États membres de l'UE doivent apporter des contributions supplémentaires, pour un total de 66 milliards d'euros, au budget de l'UE - simplement pour passer le cap de 2023. Or, sur ces 66 milliards d'euros supplémentaires, 50 milliards d'euros ont déjà été affectés à des prêts et des subventions pour l'Ukraine (en plus des 72 milliards d'euros déjà accordés à Kiev depuis le début de l'opération militaire russe en Ukraine en février dernier), et 15 milliards d'euros à des programmes en faveur des migrants et des réfugiés. Seul un milliard d'euros est réservé à l'amélioration de la compétitivité de l'UE.

Et ce n'est que la moitié du problème, car la prochaine grande question, selon Mme Von der Leyen, est de savoir comment soutenir l'Ukraine jusqu'en 2027. Le commissaire au budget, Johannes Hahn, a déjà fait le tour des capitales pour demander plus d'argent maintenant, et beaucoup plus pour 2024-2027. Madame la Présidente demande 72 milliards d'euros (à raison de 18 milliards d'euros par an) de contributions supplémentaires pour financer le budget de l'Ukraine et ses besoins en infrastructures de 2024 à 2027.

Pour cet appel de fonds, c'est la première fois que la Commission européenne est obligée de plaider auprès des États membres de l'UE pour un financement supplémentaire après seulement deux ans d'un budget de sept ans. Le cadre de dépenses de l'UE est confirmé tous les sept ans, la dernière fois en juillet 2020. Les modifications du budget

Les somptueux programmes d'aide de l'UE sont « terminés » et le « Pacte Vert » est la première victime

de l'UE sont « censées » être approuvées par une décision unanime de tous les États membres. La Hongrie, pour sa part, se demande si l'unanimité sera respectée.

Le 16 juin, le ministre allemand des finances, Christian Lindner, a déclaré au journal *Die Welt* que l'Allemagne ne pouvait pas se permettre de verser plus d'argent au budget de l'UE : « *Compte tenu des coupes nécessaires dans notre budget national, nous ne sommes actuellement pas en mesure de verser des contributions supplémentaires au budget de l'Union européenne* », a déclaré M. Lindner à des journalistes à Bruxelles, ajoutant que d'autres États membres étaient parvenus à la même conclusion.

À la fin du mois de mai, M. Lindner a fixé des objectifs d'économie stricts pour les ministères allemands afin de combler le déficit financier de 20 milliards d'euros. Depuis, M. Lindner a quelque peu assoupli son approche de l'austérité. Les réductions sont controversées - et les discussions sur un financement supplémentaire du budget de l'UE ne sont pas terminées, a souligné plus tard le bureau du chancelier Olaf Scholz. M. Lindner a expliqué que l'UE avait atteint le maximum de son budget à long terme jusqu'en 2027, en grande partie en raison de l'aide généreuse apportée par l'Union à l'Ukraine.

M. Lindner a expliqué que bien que l'Allemagne ait traditionnellement été le plus grand contributeur de l'Union, elle a été forcée de faire des coupes, car son économie s'est contractée. Après une décennie d'augmentation des dépenses, le gouvernement allemand a adopté des plans visant à réduire son budget pour l'année prochaine de 30,6 milliards d'euros, affectant des domaines allant de la santé à la protection de l'enfant et aux transports publics, ce qui a déclenché des batailles politiques féroces au sein de la coalition gouvernementale et au-delà des clivages politiques.

L'explosion de la dette publique due à la pandémie de coronavirus et la crise énergétique déclenchée par la guerre de la Russie en Ukraine rendaient inévitables des réductions drastiques, a déclaré le ministre des finances, M. Lindner. Il a insisté sur le fait que le pays reviendrait à des politiques budgétaires plus strictes qui respectent le frein à l'endettement inscrit dans la constitution du pays et qui limite les dépenses.

Comme toujours, ce sont les dépenses de guerre qui finissent par faire implorer les empires !
On peut se demander combien de citoyens de l'UE sont pleinement conscients de l'ampleur des dépenses de Von der Leyen en faveur de l'Ukraine. En fin de compte, ce sont eux qui en supporteront les coûts, bien sûr.

Alastair Crooke* pour [Al-Mayadeen](#)

► ORIGINAL : « [Lavish EU Aid Packages' are 'Over' : The 'Green Deal' Is First Casualty](#) »

[Al-Mayadeen](#). Beyrouth, Liban, le 16 juillet 2023.

***Alastair Crooke**, diplomate britannique, fondateur et directeur du [Conflicts Forum](#). Il a été une figure de premier plan dans le renseignement militaire britannique « *Military Intelligence, section 6* (MI6) » et dans la diplomatie de l'Union européenne. Il a reçu le très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges ([CMG](#)), ordre de la chevalerie britannique fondé en 1818.

Traduit de l'anglais pour [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diáspora](#). Paris, le 16 juillet 2023